

XIV

SUR LES AFFAIRES D'ORIENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 1^r juillet 1839.

(Projet de loi relatif à l'augmentation des forces navales de la France dans le Levant.)

Les hostilités imminentes entre le sultan Mahmoud et le pacha d'Égypte menaçaient la paix du monde. Méhémet-Ali avait refusé l'hérédité offerte par la Porte en échange de la Syrie conquise par les armes d'Ibrahim. Devant un conflit inévitable qui pouvait, par la défaite de Mahmoud, mettre la Russie à Constantinople, ou, par le triomphe du sultan, livrer la Méditerranée et l'Égypte sans contre-poids à l'Angleterre, la politique française avait à opter dans le choix de ses alliances. Aucune question plus vaste et plus complexe ne pouvait être soumise à une assemblée délibérante. M. de Lamartine résuma les trois actions qui s'offraient à la diplomatie de la France. S'il renouvelle ici, pour certaines conclusions trop absolues de ce discours, les réserves qu'il a déjà faites à propos de ses premiers discours sur l'Orient, ce qui peut paraître excessif aujourd'hui et trop hardi dans ses conseils ne s'explique que trop quand on se reporte une époque où une grande nation se consumait comme asphyxiée par une politique sans horizons, après une révolution sans œuvres sociales à l'intérieur et sans gloire au dehors.

MESSIEURS,

Le plus difficile dans des questions de cette nature, dans des questions qui embrassent l'universalité des intérêts com-

binés du monde politique, le plus difficile, ce n'est pas de les résoudre, c'est de les bien poser. Je vais essayer de le faire, et si j'ai le bonheur d'y réussir, je croirai avoir beaucoup fait pour la discussion, beaucoup fait pour éclairer mon pays sur une de ces rares affaires qui dominent tout un siècle, et qui, selon qu'on les comprend ou qu'on les méconnaît, nous donnent le pas sur l'Europe ou donnent à l'Europe le pas sur nous. (*Écoutez !*)

Si donc je recueille ma pensée pour résumer les vues si diverses qui viennent de vous être présentées, je trouve qu'elles se réduisent à trois ou quatre systèmes, que je vais successivement examiner : le système turc, le système arabe, et enfin le système du *statu quo*, que j'appellerais avec plus de raison le système russo-britannique.

Le système turc ! celui qui vous a été présenté avec tant de talent tout à l'heure par M. de Valmy, je le comprends ; il est simple, loyal, conservateur en apparence : c'est la tradition, c'est le droit, c'est la légitimité musulmane. Ce système serait le mien, si je n'avais pas vu de mes yeux et touché de mes mains le corps froid et inerte de ce qu'on appelle encore ici l'empire ottoman.

Que vous disent les partisans de ce système ? Des choses pleines de sens et de logique. Vous craignez les débordements de la Russie vers le Bosphore, vers l'Asie, vers la Turquie d'Europe ; mais n'avez-vous pas, dans votre ancien et fidèle allié la Turquie, le contre-poids de la Russie, le boulevard naturel contre ses empiètements ? Démolir ou laisser dégrader la puissance ottomane, c'est détruire de vos propres mains la digue séculaire que la Providence a élevée contre l'ambition moscovite ; c'est bien plus, c'est anéantir d'avance la possibilité de ces diversions puissantes qu'une armée turque ferait à votre profit sur les flancs des Russes, si jamais vous aviez à vous défendre contre eux en Occident. J'entends bien tout cela, je voudrais bien que cela fût vrai. Qui de nous, préoccupés, trop préoccupés que nous sommes des gigantesques proportions de la Russie, ne

voudrait pouvoir penser que nous avons au besoin, contre elle, une flotte ottomane dans la mer Noire, et une armée de cinq cent mille Turcs sur les Balkans et dans les Principautés? Nous rendons tous justice maintenant à la race généreuse et probe des Ottomans : la haine de la croix et du croissant n'est plus qu'une métaphore ; les nations ne s'associent plus par dogmes, mais par analogie d'intérêts politiques. Nous serions les fidèles alliés, les vieux amis des Turcs ; mais quand il s'agit de baser un système politique sur une alliance, encore faut-il savoir si l'allié existe, si l'on va s'allier avec une réalité ou avec une fiction !

Or, je m'afflige de vous le dire, mais tout l'Orient vous le dira avec moi, mais je vais malheureusement vous le démontrer tout à l'heure : il n'y a plus de Turquie ; il n'y a plus d'empire ottoman que dans les fictions diplomatiques ; fictions qu'on proclame tout haut, et qu'on méprise et qu'on viole, et qu'on dégrade soi-même en toute occasion. Oui, vous-mêmes ne déclarez-vous pas, en cet instant même, que si le Grand Seigneur fait sortir sa flotte pour atteindre un pacha rebelle, vous allez poursuivre, avec les Anglais, cette flotte du Grand Seigneur, et porter atteinte à sa liberté, au plus sacré de ses droits, à son droit de défendre son empire ?

Non, l'empire ottoman n'existe plus que de nom. D'où est venue cette rapide décadence ? Ce n'est pas une question de tribune, c'est une question de philosophie. Tout au plus peut-on dire que tout peuple qui n'a pour principe d'existence qu'un dogme religieux est condamné à périr lorsque ce dogme s'affaiblit et s'éteint dans ses croyances. Le principe ottoman, c'était le fanatisme. Son existence a été brillante, toute-puissante, mais courte comme le fanatisme d'où elle procédait (*Très-bien !*)

J'entends bien que vous me dites : Mais vous effacez arbitrairement de la carte un empire de 60 000 lieues carrées ? Mais moi je vous répons : Ce n'est pas moi qui l'efface ; c'est vous qui l'avez aidé à s'effacer de jour en

jour et à se réduire à de si mesquines proportions, que son existence est devenue un problème que l'on discute aujourd'hui à toutes les tribunes. Voyons, montrez-nous cet empire si vaste, si vivant, si fort, selon vous.

Est-ce l'empire ottoman que la Crimée et les bords de la mer Noire couverts des armements et des établissements russes ? Est-ce l'empire ottoman que la Valachie et la Moldavie enchaînées dans le protectorat russe, et où un soldat turc ne peut mettre le pied ? Est-ce l'empire ottoman que la Serbie qui a défait trois fois les armées turques, et qui grandit aujourd'hui pour la liberté sous une constitution libérale et sous son illustre chef, le prince Milosh, le Washington de l'Orient ? Est-ce l'empire ottoman que ces 4 millions de Bulgares, que ces Grecs d'Épire et de Macédoine, que ce Péloponèse, que ces îles déchirées par vous-mêmes de la carte turque ? Enfin Chypre avec sa population chrétienne de 40 000 âmes et soixante Turcs de garnison ; la Syrie avec ses innombrables diversités de races ; l'Égypte, Candie, l'Arabie, la mer Rouge, Alger, Tunis, Tripoli, est-ce là l'empire ottoman ? Non, tout cela est à défalquer de la domination turque, c'est-à-dire les trois quarts de l'empire. Que reste-t-il ? Constantinople ! Constantinople pressé d'un côté entre l'embouchure de la mer Noire par où les Russes débouchent à toute heure, et l'embouchure des Dardanelles par où les flottes anglaises et françaises peuvent à chaque instant déboucher : une capitale sans cesse assiégée, voilà l'empire ottoman. Et dans cette capitale ouverte de toutes parts, un empereur héroïque, mais impuissant, contemplant les insolentes intrigues qui se partagent d'avance sa puissance ! Ce sont les dernières scènes de l'empire grec renouvelées à la chute de l'empire de Mahomet II. Voilà le fantôme sur lequel vous voulez appuyer votre politique ! voilà ce colosse qui doit, selon vous, supporter le poids de la Russie ! (*Profonde sensation.*)

Passons vite au système arabe, et examinons-le avec la même sincérité. (*Très-bien ! très-bien !*)

L'honorable M. de Carné vous dit : « Oui, l'empire turc penche vers sa ruine ; mais les grands hommes et les races énergiques et neuves retrempent et rajeunissent quelquefois les empires. Eh bien ! voilà le pacha d'Égypte qui ressuscite l'Arabie. C'est un esclave révolté. Qu'importe ? l'Orient n'a pas d'autre légitimité. Il a fait des miracles. C'est le missionnaire de la civilisation en Orient. Maître de l'Égypte, de l'Arabie entière, de la Syrie, si vous ne l'aviez pas arrêté vous-même à Kutaya, un pas de plus et il était sur le Bosphore, et Constantinople engloutissait la race d'Osman et inaugurerait un troisième empire. Eh bien ! laissez-le faire aujourd'hui, détournez les yeux seulement : en vingt marches il est au sérail. Méhémet et Ibrahim resserreront dans leurs mains énergiques les populations amollies de la Turquie. La Russie aura un contre-poids réel, l'Europe dormira tranquille. L'empire arabe remplira le rôle que l'empire turc a laissé échapper ! »

Voilà un système hardi, conséquent, spécieux. Permettez-moi de l'approfondir en quelques mots.

On se trompe toujours quand on prend pour base d'un raisonnement les analogies entre l'Orient et l'Occident. Quand un grand homme surgit en Occident, il est toujours plus ou moins le produit, l'expression du peuple qu'il gouverne ; il y a rapport entre son siècle et lui. A mesure qu'il conquiert, il organise ; à mesure qu'il crée, il consolide ; il s'entoure d'institutions ; en un mot, il fonde quelque chose qui doit durer après lui. En Orient, au contraire, comme il n'y a ni institutions, ni mœurs politiques, mais seulement un maître et des esclaves, un grand homme n'est qu'une grande individualité, un phénomène, un météore qui brille un moment dans la nuit d'une barbarie monotone, qui fait de grandes choses avec la force des milliers de bras dont il dispose, mais qui n'élève nullement le niveau de son peuple jusqu'à lui, qui ne fonde rien, ni dynastie solide, ni institution, ni législation, et dont on pourrait dire, si l'on ne craignait de se servir d'une expression trop poétique, qu'en

mourant il replie pour ainsi dire tout son génie après lui, comme il replie sa tente, laissant la place aussi nue, aussi ravagée qu'avant lui. (*Sensation générale et prolongée.*) Voilà précisément pourquoi le système arabe est une brillante chimère qui trompera tous ses partisans.

Certes, Méhémet-Ali et Ibrahim sont deux hommes à immenses proportions. Méhémet-Ali est un administrateur à la manière du pays, c'est-à-dire un homme qui pressure ses populations jusqu'au désespoir, et qui leur fait rendre tout l'or qu'ils ont dans leur sueur et tout le sang qu'ils ont dans leurs veines. Ibrahim est un héros : il n'y a pas d'autre nom pour lui. L'Occident n'a pas vu un soldat plus intrépide, plus généreux, plus né pour la victoire. Il aspire la guerre, il sait la faire ; ouvrez-lui le monde, il ira jusqu'au bout. (*Mouvement.*) Je ne doute pas qu'il ne fût à Constantinople avant deux mois. Il est de la race de ces hommes qui ne s'arrêtent que quand ils tombent, comme Alexandre ou Gengiskhan. (*Très-bien !*)

Mais Méhémet est vieux ; mais Ibrahim est d'une santé chancelante et usée par la guerre ; mais Ibrahim n'est pas fils de Méhémet-Ali : il n'est que le fils d'une femme qu'a épousée jadis Méhémet ; il n'a aucun droit à son héritage. Méhémet n'a point de fils : il n'a que des petits-fils en bas âge. L'Égypte n'a aucune de ces conditions, de ces institutions qui garantissent l'hérédité, la transmission, la fixité d'un pouvoir. Dans un tel état de choses, on vous l'a dit, la mort de Méhémet sera le signal d'une guerre civile ou d'un démembrement de l'Égypte et de la Syrie. Qu'est-ce qu'un empire fondé dans de pareilles conditions, au profit d'un vieillard de soixante-treize ans, dont les dissensions intestines vont déchirer le manteau ?

On vous parle de l'unité arabe ; mais où la voit-on ? Qu'est-ce qui la composerait dans le cas du triomphe d'Ibrahim ? Sont-ce les Éthiopiens qui forment le fonds de l'armée égyptienne ? les Bédouins du désert ou les Bédouins plus incivilisables de la Palestine ? Sont-ce les Druses ido-

lâtres et ennemis sacrés des musulmans; les Maronites catholiques, qui, sous la domination de l'émir Beschir, souverain du Liban, regrettent les Turcs et exècrent les Égyptiens? Sont-ce les Grecs, dont Ibrahim a massacré les frères en Morée? Enfin seraient-ce les Turcs soumis, mais frémisants? L'unité arabe est une chimère, et ces deux empires seraient composés d'agglomérations aussi incohérentes et aussi antipathiques. Votre empire arabe aurait tous les vices de l'empire ottoman, avec la légitimité de moins; il ne subsisterait pas un jour au delà de la terreur qui l'aurait fondé! (*Bravos.*)

M. DE CARNÉ. Je demande la parole.

M. DE LAMARTINE. De ces deux systèmes également jugés, également impraticables, également mauvais, y a-t-il possibilité, en les associant ensemble, d'en faire un bon? Évidemment non. Eh bien! voilà cependant ce qu'on vous propose. Ce qu'on vous propose, c'est un mélange absurde et inconséquent du système turc et du système arabe, c'est-à-dire un soi-disant *statu quo* préconisé par l'Angleterre, et qui se maintiendrait ainsi par vos efforts continus au profit de la seule Angleterre.

Messieurs, ne vous y trompez pas : je ne viens pas déclamer des banalités usées contre l'Angleterre; j'honore l'Angleterre comme une nation qui honore l'humanité et qui civilise tout ce qu'elle conquiert. L'alliance anglaise n'a pas de partisan plus avoué que moi : je m'expliquerai tout à l'heure à cet égard. Mais examinons ce que c'est que ce *statu quo* qu'il faut, nous dit-on, maintenir à tout prix avec et pour l'Angleterre. Un honorable préopinant l'a déjà fait; je ne m'étendrai pas après lui.

Je comprends le système du *statu quo* pour l'intégrité de l'empire ottoman avant le traité de 1774, avant le traité de 1792; je le comprends encore après 1813. Je le comprends enfin avant l'anéantissement de la marine turque à Navarin, cet acte de démence nationale de la France et de l'Angleterre au profit de la Russie. (*Murmures et agitation.*)

Mais après l'usurpation de la Crimée, le protectorat russe en Valachie et en Moldavie; mais après l'occupation et l'émancipation de la Grèce par vos troupes, et les millions de subsides que vous allez encore payer demain à son indépendance; mais après l'asservissement de la mer Noire aux Russes et la création de Sébastopol, d'où les flottes russes sont en vingt-quatre heures à Constantinople; mais après le traité d'Andrinople, d'Unkiar-Skelessi, de Kutaya, et le démembrement de la moitié méridionale de l'empire par Méhémet et par vous qui le protégez, le *statu quo*, permettez-moi de le dire, est une dérision comparable à l'existence dérisoire d'une prétendue nationalité polonaise. Quoi! vous allez armer pour le *statu quo* de l'empire turc, qui importe, dites-vous, à la sûreté de l'Europe; et ce *statu quo*, c'est le démembrement, l'anéantissement, l'agonie de l'empire que vous prétendez vouloir relever! Soyez donc conséquents : si la Turquie vous importe, comme vous le dites, allez donc au secours, non pas de la révolte établie en Syrie, mais au secours de la légitimité impériale à Constantinople! Prêtez vos conseils, vos ingénieurs, vos officiers, vos flottes aux généreux efforts de l'héroïque Mahmoud pour civiliser son peuple; aidez-le à écraser Ibrahim, à ressaisir l'Égypte, et toutes ces parties mortes de son empire qui s'en détachent de toutes parts. Refaites la Turquie légale, la Turquie complète, la Turquie de 1790. Là au moins vous serez conséquents avec vous-mêmes. Et qui sait? peut-être réussirez-vous à recréer pour un demi-siècle un fantôme imposant d'empire. Ce n'est pas la volonté, ce n'est pas le courage, c'est la fortune qui manque à Mahmoud. Il n'y a pas dans l'histoire du sultan une page plus glorieuse que sa lutte avec les janissaires et la victoire qu'il a remportée sur eux. Avec un pareil homme et l'appui sincère et énergique de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre, une tentative de résurrection des Ottomans serait chanceuse, mais au moins elle ne serait pas à mépriser. (*Très-bien!*)

Au lieu de cela, que vous dit-on? Armez pour le *statu quo*; unissez vos flottes à celles des Anglais pour empêcher le Grand Seigneur de tenter de recouvrer ses meilleures provinces sur son pacha rebelle. Savez-vous ce que cela veut dire? Cela veut dire : Dépensez l'or, le sang et le temps de la France pour maintenir, quoi? la Turquie d'Europe et Constantinople sous la main de la Russie, la Turquie d'Asie sous le sabre d'Ibrahim et sous l'usurpation de Méhémet! Cela veut dire, en d'autres termes : Faites la guerre à la Porte, à la Russie, pourquoi? pour maintenir l'asservissement de la Méditerranée à l'Angleterre, pour que rien n'inquiète sa puissance et son monopole maritime; pour que Gibraltar, Malte, Corfou, et bientôt peut-être Candie et l'Égypte, restent la propriété de l'Angleterre, et que l'Angleterre, maîtresse des embouchures du Nil et de la mer Rouge, possède seule et sans rivale toutes les grandes stations de sa route des Indes, où vous aurez, vous, le plaisir de voir passer le monopole de l'univers. (*Sensation.*)

Oui, certes, l'Angleterre vous devra des remerciements pour un pareil système; mais la France vous en devra-t-elle?

Expliquons-nous franchement. On nous fait peur de la Russie, tantôt en Occident, tantôt en Orient, selon le sophisme du moment. Je conviens qu'une puissance qui compte 60 millions de sujets, et qui peut armer un million d'hommes, si elle faisait un pas de plus vers nous, ferait à bon droit trembler l'Occident. Mais d'abord ce colosse n'a-t-il pas des pieds d'argile? Est-il homogène, est-il civilisé à fond? Rien de cela, Messieurs. La Russie s'est formée, s'est accrue trop vite. Eschyle dit que le temps ne respecte que les choses où il a eu sa part. Le temps n'a pas eu sa part dans la formation de la Russie; le bronze a coulé trop vite; il s'est mêlé au sable, la statue se brisera. (*Sensation.*)

Mais à supposer que la Russie subsiste et s'assimile tant de populations diverses, est-ce vers l'Occident qu'elle

penche? viendra-t-elle affronter la Suède, l'Autriche, la Prusse, toute l'Allemagne, l'Angleterre, et enfin la France, qui, à elle seule, mettrait un million de soldats dans cette croisade? Or, les peuples sont comme les fleuves, ils prennent leur niveau, ils s'écoulent du côté qui leur offre le moins de résistance. La pente russe est vers l'Asie. Là la facilité de la conquête et les conformités religieuses des populations grecques l'appellent. Il faut oser le dire : on n'arrêtera pas plus le cours de la Russie vers ce but qu'on n'arrêtera les courants de la mer Noire vers le Bosphore. C'est un fait géographique, la politique n'y peut rien. La Russie retrempera un jour les nations chrétiennes asiatiques. Toutes les fois que vous voyez un grand vide sur la terre, et à côté un grand peuple pour le combler, vous pouvez prophétiser que ce vide se comblera. Je sais que la Russie n'est pas pressée. On n'est jamais pressé de saisir ce qui ne peut nous échapper; rien n'est patient comme une certitude.

Vous n'avez donc rien à craindre de la Russie en Occident; mais son débordement en Asie serait-il aussi funeste qu'on vous le représente? Oui, sans doute, si elle l'opérait malgré vous, et en rompant l'équilibre du monde; mais si elle l'opère avec vous, avec l'Europe, avec les compensations qui assurent pour tous un nouvel et plus large équilibre, j'oserai dire le premier ma pensée tout entière, ce fait serait le plus heureux pour l'humanité et pour vous qui pût se réaliser dans le monde. Car l'empire ottoman une fois disloqué, les nombreuses nationalités européennes et asiatiques qu'il étouffe sous son poids inerte reprendraient à l'instant même la vie et l'activité. Vous auriez avant vingt ans des millions d'hommes de plus sur tous les rivages de la Méditerranée pour consommer vos manufactures, vivifier votre marine, adopter votre civilisation. La Méditerranée deviendrait le lac français et le grand chemin des deux mondes. Voilà ce que la Providence met dans vos mains, si vous saviez voir et comprendre; et

vous sacrifieriez tout cela à la jalouse inquiétude de l'Angleterre! (*Murmures.*)

Messieurs, je le répète, je veux l'alliance anglaise; mais je la veux à des conditions d'honneur et d'égalité. Voici comment je comprends la question des alliances pour mon pays. Vous jugerez si je m'égare.

La France a une double nature, je me trompe, elle a une triple nature. Elle est puissance maritime; elle est puissance continentale; enfin elle est puissance révolutionnaire. (*Mouvement.*) J'entends ici le mot révolutionnaire dans son acception légitime, dans son acception conservatrice... (*On rit.*) La Chambre m'a paru murmurer?... (*Non, non! Parlez!*) dans le sens de réforme politique et religieuse de 1789. Comme puissance maritime, la France est rivale de l'Angleterre. Comme puissance continentale, la France est tantôt amie, tantôt ennemie de l'Angleterre, selon les occurrences; mais en ce moment, et pour longtemps, la prépondérance russe sur le continent commande à l'Angleterre de s'allier à nous. Enfin la France, comme puissance révolutionnaire, ou constitutionnelle si vous le préférez, est forcément l'alliée de l'Angleterre; car l'Angleterre et la France ont à lutter ensemble contre l'esprit des vieilles institutions, contre la réaction des monarchies absolues. Ce sont les deux puissances qui ont l'initiative de tous les progrès dans le monde. Si elles se divisent, la liberté et la civilisation peuvent succomber. (*Très-bien! très-bien!*)

Personne mieux que moi ne comprend donc l'heureuse nécessité de l'alliance anglaise; car je place les intérêts de la civilisation et de la liberté bien au-dessus d'une question d'agrandissement de frontières.

Que s'ensuit-il, Messieurs? Que, sous le rapport social et politique, comme sous le point de vue continental, nous devons resserrer l'alliance anglaise; mais que, sous le point de vue industriel et maritime, notre alliance avec l'Angleterre ne doit être ni sans réserves, ni sans prudence, ni sans condition.

Eh bien! ces principes gouvernent toute notre conduite dans la question orientale: ne trahissons pas l'Angleterre, n'abandonnons pas l'Angleterre; ne vendons pas l'Orient aux Russes contre l'Angleterre; ne passons pas brutalement d'une alliance anglaise de principes à une alliance russe de circonstances. Le monde y perdrait peut-être toutes ses libertés, tous ses progrès moraux à venir. Ne soyons, dans la question d'Orient, ni Russes, ni Anglais. Détourner les yeux de la Turquie et rester neutres, c'est être neutres; suivre l'Angleterre et combattre avec elle pour le *statu quo* misérable et absurde qu'on vous propose de défendre (*Murmures*), c'est être Anglais. La politique de la France doit être tout autre: elle doit être française, elle doit être européenne. Son système, c'est le système européen; c'est l'équilibre maintenu par l'Autriche et par elle dans l'Orient comme dans l'Occident; non pas ce chancelant et faux équilibre qui repose aujourd'hui sur cette section d'empire à Constantinople, équilibre qui n'est au fond que la domination russe en Orient, sous le nom de Mahmoud, sans compensation, sans sûreté, sans avenir pour nous, mais un équilibre fondé sur une part égale d'influence et de territoires attribuée dès aujourd'hui en Orient aux quatre grandes puissances qui y ont droit et intérêt, la Russie, l'Autriche, la France et l'Angleterre. Voilà le système que j'appelle le système occidental. Ne pressez pas le dénoûment, ne poussez pas aux catastrophes, mais ne les craignez pas.

Ce système suffit à tout, Messieurs; et si, comme on l'annonce, les événements se pressent et se caractérisent en Orient, caractérisez votre système avec eux.

Un congrès, si vous en avez le temps, où vous négociez d'après ces bases; et, dans le cas où le temps ne serait plus à vous, refusez-vous énergiquement à attaquer la flotte du sultan, mais prenez immédiatement en Orient une de ces positions maritimes et militaires, comme l'Angleterre en possède à Malte, comme la Russie en a une dans la mer

Noire; saisissez provisoirement un gage d'influence et de force dont vous puissiez dominer ou la négociation ou les événements; souvenez-vous d'Ancône! Je n'en dirai pas davantage. (*Violents murmures.*)

Oui, Messieurs, la tribune ne comporte pas une diplomatie au grand jour dans des questions si vives. Je m'arrête, j'ai suffisamment indiqué ma pensée et celle qui, selon moi, doit être celle d'un cabinet prévoyant. C'est au gouvernement, non point à parler, je ne le lui demande pas, ses paroles ne pourraient que le compromettre, mais c'est au gouvernement à prévoir, à négocier et peut-être à agir. Mais permettez-moi, en finissant, de répondre à ceux qui s'inquiètent ou s'affligent de voir troubler, par l'explosion actuelle ou prochaine de la question d'Orient, la sécurité chancelante et fautive de ce *statu quo* qu'ils voudraient éterniser. Ah! loin de moi une pareille et si puérile anxiété! bien loin de nous affliger, bien loin de nous alarmer si l'Orient éclate, félicitons-nous-en. Je ne suis pas un révolutionnaire, un aventurier politique pour mon pays; je suis conservateur de ce qui mérite d'être conservé; mais je suis dévoué avant tout à la grande et sainte cause de la civilisation et des progrès de l'humanité: eh bien! je le déclare sans craindre d'être démenti par les événements, la France, l'Europe, l'Asie, la civilisation, l'humanité, ont tout à gagner à ce que l'Orient éclate enfin, et nous appelle tous dans la carrière de l'inconnu. Le premier coup de canon qui retentira sur l'Euphrate ne sera pas le canon de détresse, mais ce sera le tocsin qui appellera de nombreuses populations à la liberté, à la vie, à l'organisation, à l'industrie, et qui appellera la France à une sphère d'action digne de nous.

Eh! ne pourrais-je pas dire aux politiques qui s'inquiètent et qui veulent maintenir à tout prix le *statu quo* où nous végétons: Êtes-vous donc si tranquilles sur votre situation intérieure, que vous craignez tant qu'on la remue? Mais regardez donc autour de vous; mais regardez donc

à quelques années en avant de vous! Où sommes-nous? où allons-nous? Dans quelles situations sans issue nous retournerons-nous depuis deux ou trois ans? Quelles montagnes de difficultés ajournées ne s'accroissent pas sur notre route? La confiance renaît-elle dans les cœurs? respectons-nous six mois ce que nous avons nous-mêmes voulu et créé? Le pouvoir pousse-t-il des racines? La démocratie, notre seul élément, prend-elle un esprit public et des mœurs gouvernementales? S'organise-t-elle? se modère-t-elle? se donne-t-elle à elle-même ses conditions vitales de puissance et de durée? Y a-t-il enfin un horizon pour quelqu'un dans notre ténébreux avenir politique? Non! Tout tremble dans les esprits, tout tremble dans le pouvoir, tout tremble dans le sol, et les générations qui se pressent viennent ajouter chaque année un flot nouveau à l'océan d'agitation et de doute qui menace d'engloutir non pas seulement les gouvernants, mais la société!

Eh bien! à tout cela s'il y a un remède, Messieurs, il n'y en a qu'un, un remède héroïque, le remède des grands hommes aux prises avec l'impossible: un soudain et hardi déplacement des questions mal posées, une puissante diversion nationale imprimée aux esprits qui se pervertissent dans l'inaction, une impulsion forte et longue vers les grandes entreprises au dehors.

M. VILLEMMAIN, *ministre de l'instruction publique*. Je demande la parole!

M. DE LAMARTINE. Notre salut n'est plus aujourd'hui que là; il y a longtemps que je vous le dis. Nous manquons d'air: donnez-nous-en, donnez-en à la France qui étouffe dans le traité de Vienne. Voilà pourquoi j'ai le premier proclamé ici la nécessité d'un exercice de notre légitime influence dans la Péninsule. Voilà pourquoi je conjure le gouvernement et la Chambre d'accepter avec joie la nécessité heureuse d'une intervention plus large et plus sociale encore en Orient. Emploi des forces surabondantes de nos esprits inquiets; création d'une armée nombreuse et occu-

pée; reconstitution d'une marine; diplomatie, colonisations, administrations, personnel immense à jeter dans toutes les carrières, attention du pays portée et soutenue sur le long drame que notre politique jouera dans la Méditerranée, forces productives et industrielles alimentées, excitées par une consommation incalculable dans l'Orient régénéré: tout est là, si vous savez comprendre et si vous osez vouloir. Mais si vous suivez le système immobile qu'on vous conseille, si vous ne savez ni voir, ni prévoir, ni vouloir; si vous manquez l'occasion de la Providence, ne vous en prenez qu'à vous: la France se consumera, s'amoindrira, périra dans les convulsions stériles d'une démocratie qui a su vaincre et qui ne sait rien organiser; les plus magnifiques contrées de l'Europe et de l'Asie resteront à l'inertie et aux déserts, et la postérité n'aura que de la pitié pour une époque, pour un corps politique composé de l'élite d'une grande nation, et qui n'aura voulu voir dans une question qui renfermait le remaniement de 1815, le remaniement de l'Asie et peut-être de l'Europe, qu'un holocauste à la Russie et un hommage à l'alliance ingrate de l'Angleterre.

Je voterai selon les paroles du ministre¹, mais jamais pour le *statu quo*. (*Vive agitation.*)

1. Le maréchal Soult, ministre des affaires étrangères, président du conseil.

XV

SUR LES AFFAIRES D'ORIENT

RÉPLIQUE A M. ODILON BARROT

(DEUXIÈME DISCOURS)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 1^{er} juillet 1839.

MESSIEURS,

Je m'attendais au soulèvement de diverse nature que susciterait mon opinion dans ce grand débat. C'est le sort de tout homme qui se dévoue à la manifestation de ce qu'il croit une vérité utile à son pays et à l'humanité. J'y étais résigné d'avance, et je ne serais pas digne de monter à cette tribune si je ne savais pas supporter quelque chose pour ma conviction. (*Mouvement.*)

Je ne répondrai que peu de mots à l'honorable préopinant, et je me bornerai à rétablir la question qu'il a faussée entièrement en ce qui me concerne.

Non, je n'ai pas appelé témérairement, imprudemment, immoralement mon pays à un partage inique, violent, criminel d'un empire subsistant encore, et assis, comme tous les empires, sur les bases sacrées du droit public européen. Rien de semblable n'est sorti ici de ma bouche. J'ai dit que l'empire ottoman n'existait plus complet, réel et efficace dans le sens qu'on lui donnait autrefois en politique, c'est-à-dire comme boulevard, comme barrière suf-